

## La Guerre de Cent Ans : Quelques Réflexions

Jonathan Sumption

Association La Truffe

Paris, 13 mars 2024

A la fin du quinzième siècle Philippe de Commines, diplomate célèbre, conseiller de rois et de princes, et cynique invétéré, a composé ses mémoires afin de partager ses réflexions sur les grands événements de sa vie. «Il me semble», a-t'il écrit, «que Dieu n'a créé nulle chose en ce monde, ni hommes, ni bêtes, sans faire son contraire pour le tenir en crainte et en humilité. Ainsi... au royaume de France il a donné les Anglais et aux Anglais il a donné les Escossais.»

Je ne suis pas venu pour tenir les français en crainte ou en humilité. J'ai consacré une bonne partie de ma vie à l'étude de la guerre de cent ans, la plus longue et la plus brutale des conflits entre nos deux pays. Mais ce n'est pas un point de vue anglais que je vais vous présenter. Pour vrai dire, il n'y a pas de point de vue anglais. Il y a, bien sûr, des leçons à apprendre, des effets à long terme à reconnaître, comme pour toutes les grandes guerres de l'histoire. Mais le temps des polémiques est terminé depuis longtemps, et la guerre se voit de la même manière des deux côtés de la Manche.

La guerre de cent ans est le nom que l'historien français Jules Michelet avait donné à la série de guerres qui se sont déroulées en France entre 1337 et 1453. L'histoire de ces guerres est complexe, parce qu'elle s'est déroulée à trois niveaux. En premier lieu, c'était une guerre entre la France et l'Angleterre, provoquée par les disputes concernant le statut des territoires français des rois d'Angleterre, tel le Périgord. C'était, en effet, la continuation des guerres anglo-françaises des douzième et treizièmes siècles. Mais en second lieu, c'était une guerre civile française. Toutes les grandes expéditions militaires des anglais en France dépendait de l'appui d'alliés français en révolte contre les tendances centralisatrices de la monarchie Capétienne. C'était, au début, Robert d'Artois et Godefroy d'Harcourt. Puis c'était les villes Flamandes. Edward III s'est proclamé roi de France devant une foule assemblée dans le grand marché de Gent, alors ville française. Puis ces ennemis acharnés des rois, Charles le Mauvais comte d'Evreux et roi de Navarre, et le dictateur Parisien Etienne Marcel. Au quinzième siècle, la longue guerre civile entre les Armagnacs et les Bourguignons a dressé les français contre les français. Le roi anglais Henry V, avec le soutien du duc de Bourgogne, a profité de la crise pour conquérir Paris et presque toutes les provinces au nord de la Loire. Dix ans après, c'était des français, partisans du duc de Bourgogne, qui ont condamné Jeanne d'Arc. On raconte que, longtemps après, le roi François Ier a visité la Chartreuse de Champmol près de Dijon, mausolée des ducs de Bourgogne. Les moines lui ont montré

le crâne du duc Jean Sans Peur, assassiné avec la connivence du Dauphin, où on voyait toujours le trou fait par la hache des assassins. « Par ce trou, » on lui a dit, « les anglais sont entrés en France. » Finalement, et c'était le troisième niveau, la guerre de cent ans avait aussi une importante dimension internationale. Ont participé presque tous les pays de l'Europe de l'ouest : l'Ecosse, Castille, le Portugal, la Flandre, et les divers états d'Allemagne, de la Suisse et de l'Italie. On oublie trop facilement que les chevaliers Ecossais, les artilleurs allemands et les arbalétriers italiens ont combattu coude à coude avec les français dans les armées royales, que les flottes royales étaient louées avec leurs équipes à Gênes et Séville, et que Bayonne a été trois fois assiégé par une armée castillane. Si l'Europe et les pays méditerranéens représentaient le monde connu du moyen-âge, il s'agissait pour les contemporains d'une véritable guerre mondiale.

La guerre de cent ans était aussi la première guerre qu'on peut appeler sans exagération une guerre totale. Elle était vécue par les populations entières. En Angleterre la prépondérance des archers dans les armées (entre 75 et 85 pour cent des combattants) signifiait qu'ils étaient recrutés dans un large spectre de la société et non seulement dans la noblesse militaire. En temps de crise, à peu près 10 pour cent des hommes adultes ont été mobilisés pour les armées ou la marine. C'est une proportion comparable à celle de la deuxième guerre mondiale. En même temps, la réquisition de navires, la perception des impôts d'un poids sans précédent, la construction de phares côtiers pour signaler les attaques venues de la mer, les proclamations aux carrefours et marchés, faisaient partie de l'expérience quotidienne des populations. Les rumeurs allaient bon train et unissaient les communautés éparpillées. L'omniprésence de l'état rendait les gens conscients de ses ambitions et aussi de ses défauts.

Les français ont vécu la guerre d'une manière plus directe et plus amère. La France était le théâtre de guerre, le champ de bataille. Les techniques de débarquement sur des plages défendues n'étaient pas bien développés au moyen âge. En cent vingt ans il n'y a eu que trois tentatives françaises d'invasion de l'Angleterre, dont tous ont échoué. Par contre la possession des ports fortifiés de Bordeaux et Calais et l'alliance des ducs de Bretagne ont permis aux anglais de débarquer leurs armées année après année en France. Le sort des habitants d'une ville prise massacrés dans les rues, ou de l'infanterie vaincue en bataille abattue par milliers lorsqu'ils tentaient de fuir, ou des marchands et paysans kidnappés et rançonnés par les routiers qui pullulaient les campagnes, c'était là des choses qui ont choqués même un monde habitué à la violence. Un pamphlétaire français du quinzième siècle a évalué le nombre des morts français le long des guerres à deux millions, à une époque où la population de la France ne dépassait pas six millions. Compte tenu des effets indirects, c'est plausible. Mais ce n'était pas seulement la violence physique qui a détruit les provinces de France. La famine suivait les armées. Les soldats pillaient les denrées stockées pour l'hiver. Ils récoltaient les moissons pour leur propre compte. Ils brulaient les granges et les villages ouvertes. Ils prenaient les

animaux de traits. Ils déracinaient les vignes et les arbres fruitiers. Ils bloquaient le mouvement de grains et d'autres vivres. Ainsi provoquaient-ils une augmentation brutale de la mortalité. Les gens n'échappaient aux soldats que pour mourir de froid ou de malnutrition. Les corps affaiblis succombaient aux maladies épidémiques. C'était une catastrophe démographique. Les gens fuyaient devant les armées, d'abord vers les villes et les places fortifiées, mais n'y trouvant aucun emploi et peu d'aliments, ils finissaient par émigrer vers d'autres régions. En leur absence, la forêt avançait pour réclamer leurs terrains. Après la fin des guerres, il a fallu un demi-siècle pour que les campagnes retrouvent leur ancienne prospérité. Les vignes et les animaux de trait disparus représentaient d'importantes dépenses en capital, souvent irremplaçables. Pour remettre les terrains en culture, il fallait arracher les arbres à la main avec des outils en bois. A une époque où il n'y avait pas de cadastres ou de registres, les familles qui rentraient trouvaient leurs terrains occupés par des intrus, les bornes effacées par les broussailles, les repères disparus.

Prenons comme exemple le Périgord puisque nous sommes tous Périgourdins. Les Anglo-Gascons ont envahi le Périgord en 1346. En deux ans, presque toute la vallée de la Dordogne et une grande partie de la vallée de la Vézère sont passés sous la domination anglaise. Sarlat est pris. Domme, site d'un important atelier monétaire, est saccagé, et n'a jamais retrouvé son importance primitive. Plus au nord, dans les vallées de l'Isle et de la Dronne, la situation était plus confuse. Périgueux tenait toujours pour les rois de France. Mais la ville devait subir de raids fréquents lancés par la grande garnison anglo-gasconne installée à Bergerac et les routiers entretenus par les Montaut, dynastie belliqueuse du Bordelais alliée aux anglais et installée à Mussidan. Enfin, avec l'arrivée du Prince Noir en 1355, l'Isle et la Vézère tombent aussi sous la domination anglaise. En janvier 1356, Périgueux est pris par le célèbre capitaine gascon le Captal de Buch.

A l'aide des copieuses archives de quelques villes, et surtout de Bergerac et Périgueux, l'on peut reconstituer grosso modo le train de vie des villes Périgourdines de cette période difficile. Choisissons une année au hasard pour ouvrir les grandes livres de comptes de la ville de Périgueux, où toutes les menues dépenses de la ville sont minutieusement enregistrés par le greffier municipale. Un visiteur en 1347 aurait trouvé une ville en pleine désastre. La défense de la ville était l'affaire des seuls citoyens. Les moyens à leur disposition étaient peu suffisants. Aucune garnison royale, une dizaine de soldats professionnels embauchés aux dépens de la ville, des armes vétustes, des épées fabriquées maison, côtes de mailles de grand-père. La trésorerie de la ville était alimentée irrégulièrement par des prélèvements plus ou moins forcés sur les marchands et par des emprunts au taux d'intérêt de 60 pour cent. Les deux enceintes, l'une pour la cité et l'autre qui s'étalait autour du bourg de l'abbaye de St.-Front, étaient très délabrées faute d'argent pour les faire réparer. Une pluie torrentielle et incessante avait provoqué des crues qui en avait emporté une grande partie. Les faubourgs, autrefois les

parties plus riches de la ville, avaient été démolis afin d'éviter que les ennemis puissent approcher sans être vus. Les soldats et les routiers pullulaient partout sur les routes autour de la ville, occupant les tours d'église et les maisons de ferme, qu'ils incinéraient lors leur départ. Les récoltes ont été mauvaises, et en grande partie impossible à ramener dans la ville à cause de l'insécurité du pays. Les campagnes autour de la ville étaient toujours cultivées, mais la plupart des terrains plus lointains étaient abandonnés aux ronces. Les rues de la ville étaient toutes pleines de campagnards réfugiés, venus chercher la protection des remparts avec leurs charrettes, leurs animaux et tout ce qu'ils pouvaient porter de leur mobilier. Pour les ressortissants de la ville, une fiscalité écrasante. Pour l'ensemble de la population, la menace permanente de la famine en hiver, suivie des épidémies au printemps.

Le jour de Mardi Gras, on avait l'habitude de distribuer des denrées alimentaires aux pauvres. La foule de gens affamés était si grande en 1347 que huit personnes ont été étouffés. A Pentecôte, 3,000 rations ont été distribuées par la ville aux réfugiés. Les citoyens se relaient pour faire le guet jour et nuit sur les murs et dans les tours des églises. Plusieurs fois par semaine, les grandes cloches de l'église abbatiale de St.-Front signalaient l'approche de bandits ou de soldats ennemis. L'on vivait dans la crainte constante des nuits sans lune, des traîtres, des escaladeurs. Un inconnu, était-il trouvé endormi sous un buisson près des douves? On lui gravait la fleur de lys sur le front avec un fer rouge. Une rumeur courait-il d'espions dans la ville? L'on perquisitionnait les maisons et l'on ordonnait des patrouilles montées la nuit, aux flambeaux.

Certes, les citoyens de Périgueux ne sont pas restés passifs face à la crise. Ils organisaient des expéditions militaires contre les garnisons anglo-gasconnes de St.-Privat, de St.-Astier ou de Mussidan. On revenait après les défaites avec des cadavres, après les victoires avec des prisonniers qu'on faisait pendre aux portes de la ville pour servir d'avertissement aux autres qui seraient tentés d'essayer la vie militaire. Périgueux n'avait rien d'exceptionnel, à part la richesse de ses archives, d'où j'ai tiré tous ces renseignements. On recense les mêmes phénomènes dans toutes les villes demeurées françaises.

Le Périgord a été reconquis par les armées françaises à partir de 1372. Mais les armées et les garnisons anglo-gasconnes ont été suivies par les grandes compagnies de routiers, qui étaient pires. Les compagnies recrutaient des forces importantes, des centaines, parfois des milliers d'hommes, montés et armés. Ils trouvaient ces gens surtout parmi le menu peuple ruiné par la guerre : les déshérités des campagnes, les chômeurs des villes, les migrants perdus et sans ressources, les petits propriétaires dont les terres avait été dévastées par les armées de l'un côté ou l'autre. Ces soldats improvisés ne recevaient aucun gage. Leurs opérations étaient financées par le butin, les rançons, et surtout par ce qu'on appelait les "pâtis". Les pâtis, c'était en effet des protections financières. Les routiers arrivant dans une région, saisissaient un château actif ou reconstruisaient un

château abandonné. Puis, ils évaluaient chaque ville, village ou hameau dans un certain rayon, et leur imposaient une somme à payer tous les quelques mois, pour le privilège de ne pas être attaqué. Les plus grandes compagnies de routiers disposaient de toute une administration fiscale, dirigée par des clercs lettrés, pour évaluer, imposer et percevoir les pâtis. Il n'y avait que les villes les plus fortes et les mieux gardées qui osaient résister. Les petites communautés sans murailles et même les villes moyennes n'avaient aucun choix. On les tenait à la gorge.

A partir de la reconquête française des années soixante-dix, les routiers n'ont cessé d'étendre leur rayon d'opérations, jusqu'au moment où tout le midi de la France était atteint. Pour comprendre ce que cela impliquait pour les habitants de notre région, visitons ensemble la ville de Bergerac en 1380. A Bergerac, comme à Périgueux, une riche documentation d'archive nous permet de suivre la vie quotidienne d'hommes qui n'ont connu que la guerre depuis quarante ans. Aussitôt devenue française en 1377, la ville a subi toutes les épreuves qu'on a remarqués à Périgueux trente ans avant. Elle se trouvait entouré par treize forteresses tenus par différentes compagnies de routiers anglo-gascons. Elle était régulièrement attaquée par six de ces garnisons, et payait des pâtis à trois autres. Les enlèvements et rançonnements, sort très commun des citadins, étaient terrifiants pour les victimes. Des hommes montés sortaient soudain de la forêt pour les entourer. Les mains liées derrière le dos et les jambes attachées l'une à l'autre sous le ventre d'un cheval, la victime se trouvait emmenée à un château plus ou moins lointain, où il était logé dans quelque fosse puante jusqu'à ce que ses proches trouvent l'argent pour son rachat. Dans plusieurs garnisons, si les choses traînaient en longueur, on torturait les prisonniers pour stimuler la générosité de la famille. Quelques années plus tard, lors le procès à Paris du cuisinier d'un de ces garnisons, l'accusé a avoué qu'il était chargé de rouer de coups les prisonniers dont la famille ne voulait pas les rançonner. Cet homme estimait qu'une soixantaine de ses victimes sont morts sous ses coups. Pourtant la plupart des prisonniers des routiers ne valaient pas grand' chose. Nous possédons le rapport d'une enquête judiciaire rédigé à la même époque sur les opérations des routiers de Casteljaloux en Languedoc. Il est probablement typique. Selon ce document la rançon moyenne n'était que vingt francs (le prix d'un modeste cheval) pour un prisonnier vif, douze francs pour un cadavre. Pendant trois ans, entre 1379 et 1382, les consuls de Bergerac tenaient un journal, le célèbre *Livre de Vie*, où étaient enregistrées tous les raids lancés contre leur ville : les pertes de bétail ou de moisson, les destructions de bâtiments, les arrachements de vignes, les enlèvements et rançonnements d'hommes et de femmes, les détroussements de marchands, les morts et les mutilés. Pendant les neufs premiers mois de ce journal, l'on a compté pas moins de quarante attaques destructives par des compagnies de routiers, c'est à dire en moyenne un raid par semaine. Le ciment social s'est vite désintégré face à une telle expérience. Suivent toutes les conséquences que l'on pouvait attendre: dépopulation, délabrement de la ville, appauvrissement progressif des habitants, abandon des cultures, famine.

Jusqu'aux temps modernes, la guerre était l'activité collective primordial de l'humanité. Aux derniers siècles du moyen âge toute l'Europe était déchirée par la guerre : guerres civiles, guerres régionales, guerres privées, guerres publiques, guerres internationales. Les images et les valeurs de la guerre se trouvaient partout. La vie quotidienne des villes était organisée dans le contexte d'une menace permanente : les portes fermées et gardées; la vigie sur les remparts chaque nuit; le son des cloches signalant l'apparition d'hommes armés. Les armoires de laïcs lettrés étaient pleines de traités sur la chevalerie et l'art et l'histoire de la guerre. Ils lisaient des romans de guerre, anciens comme les légendes du roi Arthur, ou modernes comme le *Jouvencel* de Jean de Bueil, roman autobiographique écrit, comme l'auteur nous le dit, pour la gloire de Dieu et la formation de guerriers. En Italie, on élevait dans les places publiques des statues équestres honorant les grands capitaines pour la première fois depuis l'antiquité. En Angleterre dans beaucoup d'églises paroissiales, on voit les tombeaux d'albâtre et les monuments en cuivre incisé, dont les inscriptions racontaient les triomphes militaires du défunt. Il y en avait beaucoup en France aussi, avant les nettoyages du 18<sup>e</sup> siècle, comme le montre les dessins de la Collection Gaignières à la Bibliothèque Nationale. L'on voit aujourd'hui un rare exemple, malheureusement très mutilés, dans les monuments de la famille Gontaut de la chapelle de du château de Biron.

Les sentiments des contemporains devant la guerre n'étaient pas comme les nôtres. Pour nous la paix est normale, la guerre l'exception rare et catastrophique. Pour eux, c'était la guerre qui était normale. A la fin du 14<sup>e</sup> siècle, le juriste provençal Honoré Bovet, conseiller du roi Charles V et auteur de *L'Arbre des Batailles*, le traité le plus lu sur le droit de la guerre, critiquait les « gens simples » qui pensaient que la guerre était un mal moral. Au contraire, disait-il, les antipathies, les rivalités et les conflits étant inévitables, c'était le seul moyen de régler les différends entre souverains n'ayant aucun supérieur sauf Dieu. La bataille, c'était précisément un appel au jugement de Dieu, qui donnerait la victoire à l'ayant droit. C'était le sentiment du Parlement anglais lorsque, en 1472, ils ont déclaré au roi Edward IV que les victoires de son ancêtre Edward III prouvait la justice de sa cause. Il en découlait que c'était non seulement son droit mais son devoir de poursuivre la même cause, par la force si l'adversaire ne cédait pas.

La guerre fait l'état et l'état fait la guerre. La guerre de cent ans est pour beaucoup dans la formation de la France et de l'Angleterre. L'effort suprême nécessaire en Angleterre pour attaquer un pays beaucoup plus grand et plus riche, et en France pour se défendre, a renforcé l'autorité de l'état dans les deux pays. Mais la façon dont les choses se sont passées était bien différente. En Angleterre, le besoin d'argent des rois a surtout renforcé le rôle du Parlement. Au début du règne d'Edward III le Parlement anglais n'avait existé que depuis soixante ans. Son rôle constitutionnel était toujours en cours de définition. Lors la fin de la guerre, son autorité en matière financière et fiscale était incontestable. Même les monarques Tudor au seizième siècle, avec leurs instincts autoritaires, n'ont

pas osé le contester. La puissance financière du Parlement impliquait une puissance politique. Il intensifiait l'activité politique des classes représentées. Il dispersait le pouvoir dans une grande et cohérente communauté politique : la petite noblesse des provinces, la clientèle des grands propriétaires fonciers, et les oligarchies des villes. Ceci a eu pour résultat d'imposer aux rois anglais un style de gouvernance beaucoup plus consensuelle. Certes, le prix que l'Angleterre a dû payer pour ce style consultatif de gouvernance a été une contrainte sévère pour sa politique étrangère, contrainte qui a perduré jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle. Les assemblées n'aimaient pas payer le coût des aventures militaires.

Le destin de la France était tout différent. Les rois de France n'ont jamais réussi à créer une assemblée nationale capable d'octroyer des impôts pour la guerre d'une manière qui lierait toutes les provinces du royaume. Les provinces, eux, ne voulaient pas reconnaître les États-Généraux, qu'ils considéraient avec raison comme un instrument de pouvoir royal, un outil de la politique centralisatrice de la monarchie. Le résultat ? Lorsque les rois se sentaient assez forts ils se dispensaient du consentement de leurs sujets. Ils percevaient les impôts nécessaires pour la défense nationale par simple ordonnance administrative. C'est ce qu'a fait Charles V au 14<sup>e</sup> siècle, et après lui son petit-fils Charles VII au 15<sup>e</sup>. Naturellement, les guerres terminées, les rois n'avaient aucunement l'intention de se priver d'un pouvoir si utile. Non seulement ces impôts ont continué après la fin des guerres anglaises, mais leurs poids ont plus que doublé pendant le règne de Louis XI entre 1461 et 1483. La création d'un système d'impôts permanents, prélevés à l'entière discrétion du roi, constituait une évolution lourde de conséquences pour l'avenir de la France. Elle a produit une immense accumulation du pouvoir aux mains de la monarchie. Elle permettait la création d'une armée permanente, la première en Europe. À l'intérieur du pays, cette armée a permis la suppression des frondes aristocratiques qui avaient handicapé la monarchie tout le long du moyen âge. À l'extérieur, elle a permis la reprise de la politique de conquête internationale des rois de France, d'abord en Italie au 16<sup>e</sup> siècle, puis en Allemagne et les Pays-Bas au 17<sup>e</sup>. Ceci a, à son tour, provoqué une course aux armements avec l'Espagne et puis avec l'Autriche et Grande Bretagne. Il en résultait des faillites successives de l'état et un fardeau fiscal qui a entravé le développement économique du pays pendant trois siècles. Il faut chercher l'origine de la monarchie absolue du régime de l'époque pré-révolutionnaire dans les mesures adoptées pendant la guerre de cent ans pour vaincre les anglais.

Les destins différents de la France et l'Angleterre ont été remarqués à l'époque même. Le juge anglais Sir John Fortescue, a écrit son grand ouvrage sur la gouvernance de l'Angleterre pendant son exil en France dans les années soixante du 15<sup>e</sup> siècle. Il était le premier à remarquer que le droit de percevoir les impôts sans le consentement des sujets faisait la grande différence entre la monarchie absolue de la France et la

monarchie politique de l'Angleterre. En France, la polémique sur les avantages relatifs des deux systèmes était aussi vigoureuse qu'en Angleterre. En 1484, aux Etats-Généraux de Tours, le Chancelier de France Guillaume de Rochefort s'est lancé dans une longue comparaison entre la France et l'Angleterre. La faiblesse des rois anglais, a-t-il dit, avait produit une débilité de l'état et une instabilité politique nuisibles à la situation du pays. Les anglais, n'avaient-ils pas détrôné trois rois depuis un siècle? Au contraire, a répondu Philippe de Commines, qui connaissait bien l'Angleterre, il n'existait aucun pays où les affaires publiques étaient mieux conduites. Le consentement produisait une solidarité politique entre les anglais et leurs rois qui augmentait beaucoup la puissance de ces derniers. Ces réflexions de cet habile observateur de la politique de ses jours étaient à l'origine d'une importante tradition anglophile parmi les politicologues français. C'était la tradition représentée dans les siècles qui suivront par Montesquieu, Voltaire, de Tocqueville, Halévy et d'autres admirateurs du système parlementaire de Grande Bretagne.

Les passions suscitées par les grandes guerres finissent par s'évanouir, mais celles qu'ont provoqué les guerres des anglais en France à la fin du moyen âge se sont avérées très tenaces. Un demi-siècle après la fin des guerres, le savant Robert Gaguin, qui fit deux voyages en Angleterre avec des missions diplomatiques françaises, racontait dans une de ses lettres que pour enseigner le tir à l'arc à leurs fils, les anglais avaient l'habitude de leur dire « allez mon fils, à votre âge il faut apprendre comment tuer un français. » Un siècle plus tard, Shakespeare célébrait toujours les victoires d'Edward III et Henri V. Le titre de roi de France faisait partie du titre royal des rois d'Angleterre jusqu'en 1801. Les rois anglais s'en servaient même dans leur correspondance diplomatique avec la cour de France. A un moment où Louis XVIII vivait en exil en Angleterre, le titre était devenu un embarras. Mais même en 1801, il y a eu des protestations dans la Chambre des Communes. Le titre, a dit un député, était un ornement de la couronne Britannique, dont l'abandon serait une honte et un déshonneur pour toute la nation. C'est la dernière fois, à ma connaissance, que la guerre de cent ans a figuré dans la politique anglaise.

Par contre, en France c'était précisément au 19<sup>e</sup> siècle qu'on a fait revivre les vieilles rancunes. Lors la crise de Fashoda en 1898 qui faillit provoquer la guerre entre la France et Grande Bretagne dans le Soudan, on voyait toujours sur le champ de bataille de Crécy le moulin duquel Edward III avait dirigé la bataille en 1346. Le médecin du village a acheté le terrain dans le seul but de le démolir, ce qu'il a fait. Les fondements de l'histoire scientifique de la France médiévale ont été établis par des historiens patriotiques du 19<sup>e</sup> siècle écrivant sous l'ombre des batailles de Waterloo et Sedan. L'écoulement du temps n'a rien fait pour adoucir leur indignation face au sort de la France à l'époque d'Edward III, d'Henri V et du régent anglais en France Jean duc de Bedford. De même, la mémoire de Jeanne d'Arc était perpétuée par des controverses de



l'époque. La Pucelle d'Orléans est devenue un symbole de passions politiques disparates : le nationalisme, le catholicisme, le royalisme, et bien sur l'anglophobie sporadique. Beaucoup de ce qu'on a écrit à cette époque sur la guerre de cent ans a falsifié l'histoire en attribuant aux hommes et femmes du moyen âge les sentiments nationalistes d'une époque plus récente. Pourtant, pour le développement des identités nationales, les mythes comptent pour beaucoup, même dans les temps modernes. Dans son livre *Etrange Défaite*, écrit en 1940 sous l'ombre d'une autre catastrophe nationale, le grand historien français Marc Bloch a proposé que pour vraiment comprendre l'histoire de la France il fallait partager l'émoi du couronnement du roi Charles VII à Reims en présence de Jeanne d'Arc. Bloch cherchait en 1940 dans l'histoire d'une autre rétablissement nationale quelque assurance sur la survie de la France.

L'analyse contrefactuelle de l'histoire n'est pas à la mode. Pourtant, il est légitime de se demander ce qui serait arrivé si le roi anglais Henri V avait réalisé son ambition de réunir les deux couronnes anglaises et françaises sur sa tête. Une concorde durable entre les deux côtés de la Manche? Je ne le crois pas. Deux fois pendant les guerres, le Parlement anglais avait protesté contre ce projet, en alléguant que l'Angleterre finirait par être subordonné à la France. Ces gens avaient probablement raison. L'Angleterre serait devenu partie d'un empire continental dont le centre de gravité aurait été inéluctablement déplacé vers ses territoires à l'époque plus riches est plus peuplés de l'est. Les rois seraient peu à peu devenus plus français qu'anglais. Finalement, il y aurait eu une révolte anglaise pour retrouver leur indépendance primitive. Pour revenir aux faits réels, la défaite de l'Angleterre était un coup de chance pour nous les anglais. Elle a justifié la prédiction du grand conseiller de Charles VII, Jean Juvénal des Ursins. En fin de compte, a t'il écrit, la France serait française et l'Angleterre anglaise, deux pays distincts et incompatibles, par nature trop grands pour être réunis dans un seule régime politique.